



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 6 septembre 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3232 Mds USD en août, en légère baisse mensuelle, mais restent à un niveau élevé

Inflation : l'Indice des Prix à la Production (IPP) atteint son plus haut niveau en 13 ans en raison de la hausse des prix des matières premières, alors que la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) poursuit sa baisse en août

Banque et finance [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la PBoC s'est engagée à utiliser des outils ciblés (« relending ») pour financer les petites entreprises, le secteur privé, le développement durable et les régions pauvres, et dresse un bilan positif des mesures de politique économique récentes à destination des PME et TPE

Marchés financiers : création du Beijing Stock Exchange, destiné aux PME innovantes

Internationalisation du yuan : la Chine et l'Indonésie lancent un cadre de règlement du commerce et des investissements en monnaies locales

Pensions de retraite : une nouvelle société d'assurance de retraite nationale sera créée pour combler le déficit du fonds de retraite de l'Etat

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur: les échanges commerciaux enregistrent une croissance étonnamment élevée malgré les blocages dans les ports

Relation Chine-US : premier appel téléphonique entre les présidents Xi et Biden depuis sept mois

ALE : l'Uruguay envisagerait de négocier un accord de libre-échange (ALE) avec la Chine

BRICS : le président chinois met en avant cinq propositions pour une « coopération pragmatique »

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Zones pilotes de libre-échange : le Conseil des Affaires d'Etat publie les mesures pour faciliter le commerce et les investissements

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobiles : le mois d'août signe le troisième mois de baisse consécutive des ventes de véhicules passagers

Vaccins anti-Covid-19 : le Conseil des Affaires d'Etat a affirmé que 960 M de personnes sont entièrement vaccinées, soit près de 68% de la population

Données : Tencent commencerait à différencier les comptes WeChat ouverts avec des numéros de téléphones chinois et étrangers

Jeux vidéo : Tencent et NetEase sont convoqués par les régulateurs

Economie numérique : Didi restreint ses activités d' « achats groupés » pour le e-commerce et désigne le président de son nouveau comité de sécurité des données et de l'information

Big data : des tests ADN prénataux du Beijing Genomics Institute (BGI) font l'objet d'une évaluation par les autorités de cinq pays

Economie numérique : le fondateur et CEO de JD.com, Richard Liu, quitte la direction opérationnelle de l'entreprise

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : déplacements à haut niveau en amont de la COP26 sur le climat

Energie : lancement d'un marché pilote d'électricité renouvelable par la NDRC

Energie : plan de développement des capacités de stockage d'énergie hydraulique, pour un objectif à 120 GW en 2035

Environnement : le secteur du fer et de l'acier sera confronté à de sévères restrictions de production cet hiver

Transport aérien : réduction des pertes financières pour les compagnies chinoises au premier semestre 2021 ; mais des résultats toujours négatifs et qui seront probablement confirmés sur l'ensemble de l'année

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : les ventes de logements existants plongent de 24 % en août, les mesures récentes réduisant les capacités de financement des acheteurs

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Exportations de volailles françaises : fin de l'embargo qui s'appliquait aux produits de certains départements français

Echanges bilatéraux France - Hong Kong : les exportations françaises vers Hong Kong ont progressé de 35,8% (g.a) au cours du 1^{er} semestre, atteignant 2,5 Mds EUR

Place financière : le vice-gouverneur de la PBOC annonce l'ouverture du Wealth Management Connect et du Bond Connect : Southbound dans les prochains jours

Finance verte : le gouvernement hongkongais envisage d'établir d'un marché d'échange unifié de droits d'émission de carbone pour la GBA

Finance verte : la banque de développement de Chine (CDBHK) réalise sa première émission d'obligations vertes à Hong Kong pour un encours total de 500 M USD

Mesures de contrôle épidémique : réouverture du programme « Return2HK », permettant le retour des résidents hongkongais de Chine continentale sans quarantaine à l'arrivée

Zone de coopération de Qianhai Shenzhen-Hong Kong: *le gouvernement chinois annonce un élargissement de la zone de coopération, ainsi que de nouveaux axes de développement*

Macao

Economie : *les ventes de détail ont augmenté de 200% en glissement annuel à 2,58 Mds USD au T2-2021*

Zone de coopération à Hengqin : *publication du plan de développement de la "zone de coopération intensive" entre Macao et le Guangdong*

Taiwan [\(ici\)](#)

TIC : *Chunghwa Telecom rejoint le projet de câble sous-marin Apricot de Google et Facebook*

IDE : *Taiwan au 4ème rang des meilleures destinations pour les investissements internationaux*

Réserves de change : *la CBC annonce une nouvelle augmentation de leur montant au mois d'août*

Budget 2022 : *le gouvernement accorde la priorité aux politiques sociales*

Semi-conducteurs : *la pénurie de composants électroniques entraîne une forte hausse des prix*

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3232 Mds USD en août, en légère baisse mensuelle, mais restent à un niveau élevé

En juillet, les réserves de change avaient enregistré un niveau record depuis décembre 2015. Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), la légère baisse des réserves constatée en août, de 3,8 Mds USD, s'explique par la dépréciation des actifs libellés en devises autres que le dollar dans le portefeuille de réserves de change qu'elle détient. De fait, si l'USD DXY s'est apprécié de 92,1 à 92,6 en août, la livre, l'euro et le yen ont connu une dépréciation respectivement de -1,1%, -0,5% et -0,3%. Cependant, contrebalançant cet effet de taux de change, les réserves ont été maintenues à un haut niveau car : i) la valeur des exportations libellées en USD a augmenté de 25,6% en glissement annuel en août, dépassant les attentes du marché. ii) les flux de capitaux entrants nets à travers le *Stock Connect* ont atteint 26,9 Mds RMB, contre 10,8 Mds RMB en juillet iii) l'encours des obligations détenues par les institutions étrangères s'élève à 3400 Mds RMB, soit une croissance de 30,5 Mds RMB par rapport au mois de juillet.

Inflation : l'Indice des Prix à la Production (IPP) atteint son plus haut niveau en 13 ans en raison de la hausse des prix des matières premières, alors que la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) poursuit sa baisse en août

Selon le *National Bureau of Statistics (NBS)*, en août, l'[IPP](#) atteint son plus haut niveau en 13 ans à +9,5% en glissement annuel contre +9,0% en g.a. en juillet, en raison de la flambée des prix des matières premières. Concrètement, le secteur extractif et le secteur des matières premières enregistrent respectivement une croissance des prix accélérée de +41,8% et +18,3% en g.a. en août, contre +38,7% et +17,9% en g.a. en juillet, notamment due au secteur du charbon (prix +2,2% par rapport à juillet, en raison de problèmes d'approvisionnement alors que les principales régions charbonnières ont entamé de nouveaux contrôles de sécurité), des produits chimiques (+1,9%) et des métaux (+1,4%). Cette hausse intervient malgré les tentatives du gouvernement chinois pour la contenir : celui-ci avait ainsi demandé aux entreprises de matières premières de cesser de spéculer à la hausse sur les contrats à terme, et de libérer davantage des stocks de matières premières métalliques sur le marché intérieur. La hausse de l'IPP risque de nuire aux entreprises en aval dans la chaîne de production.

La croissance de l'[IPC](#) continue quant à elle son ralentissement, à +0,8% en g.a. en août contre +1,0% en juillet. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des prix alimentaires, de -4,1% en g.a. en août contre -3,7% en juillet, tirée par la poursuite de la contraction du prix du porc, de -44,9% en g.a. en août contre -43,5% en juillet, compte tenu de la reprise de la production porcine ainsi que d'une base relativement élevée de l'année précédente. Les baisses des tarifs aériens, des voyages et des chambres d'hôtel en raison de la pandémie ont ralenti l'IPC sur une base mensuelle (leur contribution est de +0,1% en g.m. en août contre +0,3% en juillet). Le gouvernement chinois s'attendait à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, comme évoqué dans [le Rapport annuel de travail du gouvernement du 5 mars](#). Pourtant, le mois dernier, le gouverneur de la banque centrale Yi Gang a déclaré que l'inflation en Chine était

sous contrôle et que l'IPC de cette année serait inférieur à 2%, soit bien en-deçà de l'objectif. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) passe à +1,3% en g.a. en août contre +1,2% en juillet, elle oscille habituellement entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

L'écart entre l'IPC et l'IPP reflète le retard dans la transmission de la hausse des coûts à la consommation finale, la pression sur les prix est principalement ressentie par les secteurs en aval, les producteurs étant incapables de répercuter la hausse des prix des matières premières sur les consommateurs en raison d'une concurrence intense de l'offre et d'une lente reprise de la demande.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Politique monétaire : la PBoC s'est engagée à utiliser des outils ciblés (« *relending* ») pour financer les petites entreprises, le secteur privé, le développement durable et les régions pauvres, et dresse un bilan positif des mesures de politique économique récentes à destination des PME et TPE

Le gouvernement chinois ayant toujours écarté l'option d'un stimulus monétaire large pour renforcer la croissance, il a promis un soutien ciblé de la politique budgétaire et monétaire à l'économie réelle (« irrigation par gouttes »). La PBoC s'est donc engagée à utiliser des outils ciblés pour aider les petites entreprises, le secteur privé, le développement durable et les zones les plus pauvres.

Dans ce contexte, la PBoC accordera aux banques commerciales 300 Mds RMB (46,4 Mds USD) dans le cadre du programme de refinancement (*relending*) pour les inciter à proposer des prêts avantageux aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants d'ici la fin d'année. Cette décision, prise par [le Conseil des Affaires d'Etat du 1^e septembre](#) présidé par le Premier ministre Li Keqiang, fait partie des mesures du gouvernement central visant à stabiliser le marché de l'emploi et soutenir la croissance économique, le secteur privé en Chine ne s'étant toujours pas remis de la pandémie. Pour rappel, ce programme de refinancement est une facilité de prêt à moyen terme d'un an, par laquelle les banques commerciales peuvent emprunter des fonds de la banque centrale à un taux d'intérêt de 2,25%, inférieur au taux directeur de 2,95%. Le dispositif vise les petites banques commerciales urbaines, les banques commerciales rurales, les banques coopératives rurales et les banques villageoises, qui doivent accorder une certaine proportion minimale de prêts aux petites et micro entreprises. Fin juin, les banques avaient environ 888 Mds RMB de prêts en cours aux petites et moyennes entreprises dans le cadre du programme de refinancement. Le taux d'intérêt moyen pratiqué est de 5.5%. Les autres mesures prises par le Conseil des Affaires d'Etat lors de cette réunion comprennent :

- L'établissement d'un fonds de garantie national, pour soutenir les petites entreprises dans leur demande de crédit
- La réduction des taux d'emprunt pour les entreprises affectées par la pandémie via le support du réescompte de la PBoC
- L'accroissement du soutien aux entrepreneurs et à l'innovation.
- L'aide pour les petites entreprises à régler leurs créances commerciales impayées.
- L'encouragement pour les gouvernements locaux à alléger l'augmentation des coûts que subissent les petites entreprises
- Le renforcement de « l'ajustement intercycle », présenté pour la première fois dans le rapport de politique monétaire du premier trimestre. Celui-ci vise des objectifs structurels à moyen et à long terme pour un développement durable de haute qualité (par rapport à « l'ajustement contracyclique » à court terme), dans un contexte où l'économie continue de se redresser mais est confrontée à de nouveaux risques de transition de cycle (parmi lesquels la hausse du niveau d'endettement et la reprise lente de consommation). L'accent est notamment mis sur la stimulation de l'efficacité des investissements, en accélérant l'émission de *special purpose bonds* par les gouvernements locaux.

Les modalités de fonctionnement de ces dispositifs, y compris l'implication de la PBoC, n'ont pas été précisées. Par ailleurs, d'après [son rapport de politique monétaire du deuxième trimestre](#), la PBoC fournira 200 Mds RMB (30,9 Mds USD) aux banques dans dix régions à faible croissance du crédit (du fait du ralentissement économique

et de risques financiers). Les fonds seront alloués à l'agriculture, aux micro et petites entreprises et au secteur privé via les banques locales. D'après Caixin, ces dix régions comprennent les trois provinces du nord-est (Heilongjiang, Liaoning et Jilin), les provinces du nord-ouest (Shaanxi et Gansu), la province du Henan en Chine centrale, les provinces du Shanxi, de la Mongolie intérieure, du Shandong et du Guangxi. La PBoC a également demandé aux trois *policy banks* d'augmenter leurs prêts aux dix régions ciblées, avec l'objectif que la proportion de nouveaux prêts dans ces dix régions ne soit pas inférieure à celle de l'année précédente. Cette décision est la dernière indication de l'inquiétude croissante des décideurs politiques quant à une reprise économique déséquilibrée entre les différentes régions du pays. Cependant, aucune échéance n'a encore été donnée pour réaliser ces mesures.

Dans les suites de la réunion du Conseil des affaires d'Etat du 1^{er} septembre, [une conférence de presse sur « le soutien aux moyennes, petites et micro entreprises »](#) a été tenue le 7 septembre par plusieurs institutions dont la PBoC, pour présenter les résultats des mesures de soutien aux moyennes, petites et micro entreprises.

Globalement, le financement des petites et micro entreprises continue d'afficher une tendance à « la croissance du volume, l'extension de la couverture et la baisse du coût ». Fin juillet 2021, l'encours de prêts dits « inclusifs » (il s'agit des prêts inférieurs à 10M RMB (1,5M USD) accordés aux petites et micro entreprises et aux particuliers pour des activités d'exploitation) s'élevait à 17 800 Mds RMB, soit une augmentation de 29,3% en glissement annuel. 38,93 M de petites et micro entreprises en ont été destinataires, soit une augmentation de 29,5% d'une année à l'autre. En juillet, le taux d'intérêt des prêts inclusifs nouvellement émis était de 4,93%, soit une baisse de 0,15 points de pourcentage par rapport à la fin de l'année dernière. Dans le détail des dispositifs :

- Les deux outils de politique monétaire lancés en juin 2020 qui touchent directement à l'économie réelle sont décrits comme une réussite. Il s'agit :
 - i) De la fourniture par la PBoC de 40 Mds RMB aux petites et moyennes banques locales, lorsqu'elles diffèrent les remboursements de prêts des petites et micro entreprises. Par ce dispositif, les banques peuvent demander à recevoir 1% du montant du principal des prêts dont elles allongent les échéances. De 2020 à fin juillet de cette année, les banques ont différé un total de 10 200 Mds RMB de prêts (principal et intérêts) pour les moyennes, petites, et micro entreprises.
 - ii) Du rachat par la PBoC de 40% des crédits accordés par les banques aux petites et micro entreprises dans une limite de 400 Mds RMB. Le but de cette mesure était d'inciter les banques à prêter jusqu'à 1000 Mds RMB aux petites et micro entreprises. Depuis juin de l'année dernière, un total de 6100 Mds RMB de nouveaux prêts inclusifs ont été émis dans ce cadre, ce qui représente 29% des prêts inclusifs cumulés au cours de la même période.
- Le soutien des industries et des régions clés continue de se renforcer. Un annuaire contenant 420 000 entreprises des secteurs touchés par l'épidémie et les principales entreprises de la chaîne d'approvisionnement a été créé, et un total de 7 100 Mds RMB de prêts a été réalisé et plus de 30M d'emplois ont été créés dans le cadre de ce programme. Dans le même temps, la PBoC, en collaboration avec les institutions concernées, a accru son soutien financier aux entreprises dans les domaines de l'aviation, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration, de la vente au détail et du commerce extérieur.
- A fin 2020, plus de 850 Mds RMB de dettes en souffrance dues par les administrations publiques et les SOEs aux entreprises privées et aux PME ont été remboursées. Le montant de dettes des administrations publiques non remboursées restant n'est pas communiqué.

Marchés financiers : création du *Beijing Stock Exchange*, destiné aux PME innovantes

Le 2 septembre, le Président Xi Jinping a dévoilé un projet de création d'une nouvelle place boursière nationale, le *Beijing Stock Exchange* (BSE), pour laquelle une demande d'immatriculation a été officiellement déposée le 3 septembre 2021 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés. Le BSE disposera d'un capital social d'un milliard de yuans, et son actionnaire unique sera la *National Equities Exchange and Quotations Co.,Ltd.* (NEEQ). La CSRC a publié vendredi 3 septembre un projet de réglementations pour régir cette nouvelle bourse, ouvert aux commentaires publics jusqu'au 3 octobre.

Pour mémoire, le NEEQ, communément appelé *New Third Board* (NTB), a été créé par le Conseil des affaires d'Etat en septembre 2012 et mis en opération en janvier 2013. Il constitue le 3^{ème} marché boursier chinois continental après ceux de Shanghai (*Shanghai Stock Exchange*, SSE) et Shenzhen (*Shenzhen Stock Exchange*, SZSE). Directement géré par la CSRC, il vise à faciliter le développement des PME et startups innovantes ne répondant pas nécessairement aux critères de cotation en vigueur sur les places boursières de Shanghai et Shenzhen. Les entreprises du NTB répondent à l'expression « 专精特新 », c'est-à-dire « spécialisation, raffinement, distinction et originalité », et sont cotées selon trois catégories : « *select tier* » (entreprises « pépites »), « *innovation tier* » (entreprises innovantes) et « *base tier* » (catégorie plus générale). Actuellement, 7280 sociétés au total sont cotées sur le NTB : « *select tier* » (66 entreprises), « *innovation tier* » (1248 entreprises) et « *base tier* » (5966 entreprises). La capitalisation totale de ces sociétés s'élève à près de 2000 Mds CNY.

Selon la CSRC, le *Beijing Stock Exchange* devrait devenir la nouvelle plateforme d'échange pour les entreprises du « *select tier* » déjà cotées au NTB, tandis que dans un premier temps, les titres des entreprises cotées sous les labels « *innovation tier* » et « *base tier* » continueront d'être échangés sur le NTB. La CSRC a également précisé que les entreprises sous la catégorie « *innovation tier* » pourraient être cotées au *Beijing Stock Exchange* à trois conditions : être cotées au NTB depuis 12 mois consécutifs, être en conformité avec les normes financières, et répondre aux exigences de la CSRC en matière de structure actionariale.

Le *Beijing Stock Exchange* devrait adopter un système d'enregistrement semblable à celui du STAR Market à Shanghai (par opposition au système d'approbation, en vigueur sur les bourses de Shanghai et Shenzhen, qui engendre généralement un ralentissement des procédures d'entrée en bourse). Considérée comme une mesure importante dans la réforme du NTB, la création du *Beijing Stock Exchange* vise à renforcer la capacité de ce dernier à servir les PME. Dans le contexte du « découplage financier » sino-américain, la nouvelle place boursière permettra également d'élargir les canaux de financement des entreprises chinoises, qui sont confrontées à des obstacles croissants pour lever des capitaux aux États-Unis.

Internationalisation du yuan : la Chine et l'Indonésie lancent [un cadre de règlement du commerce et des investissements en monnaies locales](#)

La PBoC et la Banque d'Indonésie (BI) ont annoncé le lancement d'un cadre de coopération visant à promouvoir l'utilisation des monnaies locales pour le règlement des échanges commerciaux bilatéraux et des investissements directs entre la Chine et l'Indonésie à compter du 6 septembre 2021, conformément à le protocole d'accord signé par les deux banques centrales le 30 septembre 2020. Cinq banques commerciales chinoises, dont ICBC et BOC, et plusieurs banques indonésiennes ont été choisies en tant que « *Appointed Cross Currency Dealers (ACCDs)* » pour entreprendre des transactions dans le cadre de cette initiative.

Dans un communiqué, la PBoC a déclaré que ce dispositif sera « propice à la promotion de la cotation directe entre la roupie indonésienne et le yuan chinois, à l'élargissement de l'utilisation des monnaies locales dans le commerce bilatéral et à la facilitation du commerce et des investissements des deux pays ». L'utilisation du yuan et de la roupie pour le règlement des échanges bilatéraux en lieu et place du dollar peut réduire les risques de change et les coûts de change pour les entreprises chinoises et indonésiennes. Cela marque un effort supplémentaire de la Chine pour promouvoir l'internationalisation du yuan.

Pensions de retraite : une nouvelle société d'assurance de retraite nationale sera créée pour combler le déficit du fonds de retraite de l'Etat

Selon [un communiqué du 2 septembre](#), le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a approuvé la création d'une société d'assurance de retraite nationale à Pékin. Il s'agit de combler un très fort déficit de financement du fonds de retraite d'Etat, qui s'accroît du fait du vieillissement rapide de la population chinoise et de la diminution de la taille de la population active. La CBIRC demande à cette nouvelle société d'achever les travaux préparatoires dans un délai d'un an à compter de la date de réception de l'agrément, sans exercer d'activités commerciales d'assurance pendant cette période. La nouvelle société gèrera des fonds de pension commerciaux, des assurances maladie à court et à long terme, des assurances vie et des fonds confiés en yuan ou en devises étrangères à des fins de retraite.

La structure devrait disposer d'un capital social de 11,15 Mds RMB (1,72 Md USD), réparti entre dix-sept institutions financières publiques et privées. Cinq grandes banques commerciales d'Etat (BOC, ICBC, ABC, CCB, BOCOM) investissent chacune 1 Md RMB correspondant à 8,97% du capital. Six autres sociétés de gestion de patrimoine détiendront autour de 30% du capital. Deux entreprises d'investissement appartenant au gouvernement de Pékin participeront, *Beijing Infrastructure Investment Co. Ltd.* (à hauteur de 8,97%) et *Beijing Xicheng Capital Holdings Co.* (4,48%), tandis que la société d'investissement publique *China Reform Holdings Corp. Ltd.* détiendra 8,97%. *Zhongjin Pucheng Investment* (société fille de *China International Capital Corp.*), *Citic Securities Co.* (plus grande société de courtage chinoise) et *Taikang Life Insurance* y participeront également.

Ye Haisheng, directeur du département de gestion des comptes de capital à *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)*, a été proposé comme président de cette société. Il a précédemment occupé des postes au Bureau de restructuration économique du Conseil des affaires d'Etat. Huang Tao, actuellement un vice-président de la *Bank of Shanghai* et ayant précédemment occupé divers postes de direction à la *China Construction Bank*, serait nommé directeur général.

Pour rappel, la Chine a mis en place un système de retraite à trois piliers. Le premier – et principal – consiste en un programme public de retraite de base pour les résidents et les employés urbains et ruraux. Il est géré localement par les gouvernements provinciaux. Les fonds disponibles sont de 7800 Mds RMB, ce qui représente environ 80% du total des fonds de pension en Chine. Comme pour d'autres pays connaissant les mêmes tendances démographiques, une potentielle crise de financement de ce dispositif assurantiel public se profile, à l'horizon 2035. Le deuxième pilier consiste en des fonds investis par les employeurs sous la forme de « rentes d'entreprise » (sorte d'épargne salariale). Etant donné que les entreprises et les particuliers paient déjà des cotisations importantes au programme gouvernemental, ce type de financement est peu répandu (environ 20% du total des actifs dédiés à la retraite). Les fonds du troisième pilier sont des polices d'assurance privées, qui restent encore embryonnaires (1,25% du total des actifs dédiés à la retraite). La création du nouveau fonds vise à développer ce troisième pilier, pour alléger la pression sur le fonds de pension d'Etat. Il s'agit d'un objectif du [14^e plan quinquennal](#), qui prévoyait « d'étendre la couverture du système de retraite public, de développer les

mécanismes de pension de retraite du deuxième pilier et troisième pilier et de retarder l'âge légal de la retraite ». Le but de ce fonds est de combler les lacunes du marché et non de concurrencer les acteurs existants sur le segment de la retraite privée. Les politiques préférentielles et les dispositions fiscales dont bénéficiera la nouvelle société de retraite font également l'objet d'un examen attentif du marché.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur: les échanges commerciaux enregistrent une croissance étonnamment élevée malgré les blocages dans les ports

➤ **+25,1 % en g.a. à 294,3 Mds USD pour les exportations de biens en août**, au-delà des prévisions (estimation médiane de 17,3 % des économistes sondés par Bloomberg), probablement du fait de la constitution de stocks de biens de consommation en prévision de la période de Noël en Europe et aux Etats-Unis.

➤ Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers les Etats-Unis (+15,5 % à 51,7 Mds USD), l'Union européenne (+29,4 % à 46,2 Mds USD), l'ASEAN (+33,1 % à 40,4 Mds USD), Hong Kong (+24,2 % à 28,5 Mds USD), et la Corée du Sud (+47,6 % à 13,2 Mds USD).

Les exportations dans la majorité des secteurs ont augmenté, en particulier les produits électriques et mécaniques (+23,0 % à 169,6 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+38,9 % à 14,3 Mds USD) et les ordinateurs (+12,8 % à 21,0 Mds USD), ainsi que les produits de haute technologie (+19,2 % à 80,0 Mds USD). Les exportations de produits textiles (-14,9 % à 12,5 Mds USD ; comprend les masques) ont chuté du fait d'un effet de base important (forte croissance l'an dernier).

➤ **Sur les huit premiers mois 2021, les exportations ont augmenté de 33,5 % (à 2 096,2 Mds USD)** ; elles avaient diminué de 6,3 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques vers les Etats-Unis (+33,3 % à 354,3 Mds USD), l'UE (+31,9 % à 322,8 Mds USD) et l'ASEAN (+31,1 % à 305,0 Mds USD). Les hausses des exportations de produits mécaniques et électriques (+34,1 % à 1232,9 Mds USD) et de produits de haute technologie (+28,6 % à 598,5 Mds USD) ont été les plus importantes.

➤ **+33,8 % à 236,0 Mds USD pour les importations des biens en août** (au-delà des prévisions de 26,9 % des économistes sondés par Bloomberg), du fait en particulier de la hausse des prix des matières premières.

Les importations en provenance des principaux partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance de l'ASEAN (+26,6 % à 32,8 Mds USD), de l'Union européenne (+12,5 % à 25,3 Mds USD), dont la France (+40,7 % à 3,2 Mds USD), de Taiwan (+22,5 % à 22,8 Mds USD) et des Etats-Unis (+33,3 % à 14,0 Mds USD).

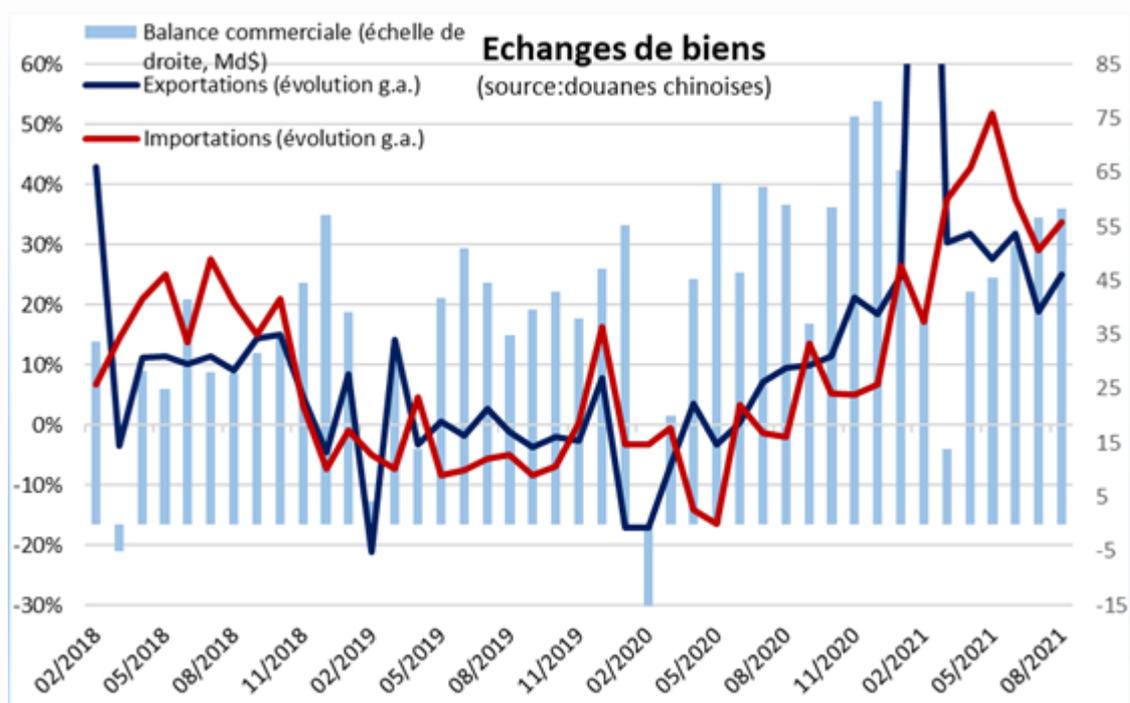
Les importations de la majorité des marchandises ont bondi : produits électriques et mécaniques (+19,1 % à 96,8 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+21,5 % à 37,9 Mds USD) et les ordinateurs (+24,7 % à 6,0 Mds USD) ; produits de haute technologie (+21,7 % à 71,7 Mds USD) ; produits agricoles (+46,6 % à 20,0 Mds USD) ; minerais de fer (+95,0 % à 20,2 Mds USD).

➤ **Sur les huit premiers mois 2021, les importations ont augmenté de 34,5 % (à 1 724,3 Mds USD)** ; elles avaient diminué de 5,9 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques en provenance de l'ASEAN (+34,9 % à 248,0 Mds USD), de l'UE (+32,3 % à 206,3 Mds USD), des Etats-Unis (+48,5 % à 116,1 Mds USD) et d'Australie (+45,4 % à 110,1 Mds USD). Les hausses des importations de produits électriques et mécaniques (+27,3 % à 734,1 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+26,1 % à 271,2 Mds USD), de produits de haute technologie (+27,3 % à 529,7 Mds USD) et de produits agricoles (+34,9 % à 147,2 Mds USD) ont été les plus importantes.

- **L'excédent commercial sur le mois de juin s'élève à 58,3 Mds USD** (en légère baisse par rapport à 58,9 Mds l'année précédente).

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-juin 2021 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	3 820,6	+33,9 %
Exportations chinoises	2 096,2	+33,5 %
Importations chinoises	1 724,3	+34,5 %
Balance commerciale	371,9	<i>augmentation de la balance commerciale de 83,4 Mds USD</i>



Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-juin 2021 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	248,0	14,4	+34,9 %
Union européenne	206,4	12,0	+32,3 %
<i>dont Allemagne</i>	79,9	4,6	+26,6 %
<i>dont France</i>	25,3	1,5	+46,9 %
Taiwan	158,5	9,2	+30,8 %
Japon	135,3	7,8	+23,9 %
Corée du Sud	135,1	7,8	+24,0 %
États-Unis	116,1	6,7	+48,5 %
Australie	110,1	6,4	+45,4 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-juin 2021 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	354,3	16,9	+33,3 %
Union européenne	322,8	15,4	+31,9 %
ASEAN	305,1	14,6	+31,1 %
Hong Kong	214,2	10,2	+33,4 %
Japon	107,3	5,1	+18,1 %
Corée du Sud	94,9	4,5	+34,1 %

Relation Chine-US : premier appel téléphonique entre les présidents Xi et Biden depuis sept mois

Le matin du 10 septembre (heure de Pékin- le soir du 9 septembre à Washington), les présidents Xi Jinping et Joe Biden ont eu leur premier entretien téléphonique depuis sept mois. [L'appel, qui a duré 90 minutes, aurait été initié par le président Biden](#) dans un effort pour relancer la communication entre les deux pays, sachant que les derniers entretiens de haut niveau étaient jugés « improductifs » par la partie américaine. Il s'agit du deuxième appel entre les deux présidents, le premier ayant eu lieu en janvier, dans la foulée de la prise de fonction de Joe Biden.

Selon [le communiqué officiel chinois](#), le président Xi a critiqué la politique adoptée par les Etats-Unis à l'égard de la Chine depuis un certain temps, qui a entraîné des « difficultés graves » dans la relation bilatérale. Selon le président Xi, la Chine et les Etats-Unis n'ont d'autre choix que d'avoir une bonne relation ; il conviendrait alors de travailler afin de définir les modalités pour obtenir cette « bonne relation ». Le président chinois aurait ainsi, sans surprise, proposé de promouvoir la coopération sur le changement climatique, le contrôle de la pandémie, la reprise économique, et autres questions internationales et régionales, tout en reconnaissant qu'il faudrait pour cela mettre de côté « certaines préoccupations et intérêts » (sujets de désaccord) propres aux deux parties.

[Le communiqué officiel américain](#) fait état d'une discussion large et stratégique, au cours de laquelle les présidents auraient abordé les domaines où les intérêts des deux pays convergent, et ceux où les intérêts, valeurs,

et perspectives des deux pays divergent. Les deux dirigeants ont également évoqué la responsabilité commune des deux pays de veiller à ce que la concurrence ne se transforme pas en conflit.

ALE : l'Uruguay envisagerait de négocier un accord de libre-échange (ALE) avec la Chine

Selon Antonio Carambula, directeur exécutif de Uruguay XXI (agence nationale de soutien à l'internationalisation des entreprises), l'Uruguay envisagerait de négocier un accord de libre-échange (ALE) avec la Chine, dans le but avoué de devenir une « porte d'entrée du Mercosur » (ALE comprenant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela) pour la Chine. Le président uruguayen a révélé que la Chine avait lancé une « proposition formelle » pour faire avancer le processus.

Matías Kulfas, Ministre argentin du Développement productif a réagi vivement à cette annonce, en déclarant que « l'Uruguay peut conclure un accord bilatéral avec la Chine en dehors du Mercosur ou peut rester dans le Mercosur », rappelant le fait que les accords du Mercosur sont conclus en bloc plutôt que de manière bilatérale.

En 2020, [27% du total des exportations uruguayennes \(2 149 M USD\) étaient destinées vers la Chine](#) – le principal client de l'Uruguay. En particulier, plus de la moitié des exportations de viande uruguayenne est exportée vers la Chine.

Pour rappel, la Chine dispose actuellement de 15 ALE en vigueur avec : l'ASEAN, le Singapour, le Cambodge, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Maldives, l'île Maurice, la Suisse, l'Islande, la Géorgie, le Costa Rica, le Pérou et le Chili.

BRICS : le président chinois met en avant cinq propositions pour une « coopération pragmatique »

Lors du 13^e Sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) le 9 septembre, [le président Xi Jinping a présenté cinq propositions](#) pour la coopération pragmatique entre les Etats-membres de BRICS :

- Renforcer la coopération de la santé publique ;
- Renforcer la coopération internationale sur les vaccins ;
- Renforcer la coopération économique ;
- Renforcer la coopération politique et sur la sécurité ;
- Renforcer les échanges entre les peuples.

Le président chinois a également proposé la création de deux forums des BRICS spécifiques : l'un sur l'Internet industriel, et l'autre sur le *big data* appliqué au développement durable, ainsi qu'une réunion du haut niveau sur le changement climatique.

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Zones pilotes de libre-échange : le Conseil des Affaires d'Etat publie les mesures pour faciliter le commerce et les investissements

Le Conseil des Affaires d'Etat a publié, le 3 septembre, une [circulaire](#) proposant 19 mesures pour faciliter le commerce et les investissements, et « approfondir la réforme et l'innovation » dans les zones pilotes de libre-échange (ZLE pilotes)¹. Le Conseil des Affaires d'Etat enjoint les administrations pertinentes (ministère du Commerce, ministère du Finance, et l'administration générale des douanes, autorités locales etc.) à publier des mesures détaillées pour concrétiser la mise en œuvre de la circulaire d'ici un an.

La circulaire prévoit notamment (1) des mesures visant à favoriser le développement de certains services offshores (transactions opérés par des agents dans des Etats tiers depuis la Chine), tels que les services financiers. L'approbation des agences de voyage établies grâce aux investissements de prestataires de services de Hong Kong et de Macao sera déléguée par les administrations provinciales aux ZLE pilotes, (2) l'autorisation de l'importation de produits pharmaceutiques et de matériel médical via le e-commerce transfrontalier, (3) la mise en place à Shanghai, dans le Liaoning et le Henan de marchés de contrats à terme pour les matières premières sur lesquelles la dépendance chinoise aux importations est la plus sensible, (4) l'ouverture expérimentale de comptes en banque mixtes, intégrant des devises étrangères et des renminbi, (5) la titrisation de certains actifs relatifs à la propriété intellectuelle, sous conditions et (6) le recours plus fréquent aux institutions internationales d'arbitrage et de règlement des différends sera encouragé dans les ZLE pilotes.

Cet avis recommande également (point n°7) que l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) valorise les aéroports chinois des zones de libre-échange dans leur négociations aéronautiques pour les accords aériens, en offrant des droits de trafic de 5ème liberté (droit octroyé par un Etat A à une compagnie aérienne désignée d'un Etat B de débarquer et d'embarquer des passagers et du fret dans le territoire du premier Etat, du trafic en provenance ou à destination d'un Etat tiers), sous réserve de réciprocité. Des efforts (point n°8) sont également demandés pour optimiser l'intermodalité des moyens de transports (combinaison commerciale en un seul contrat intégré de différents modes : aérien, terrestre, ferroviaire et fluvial).

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ 21 zones pilotes de libre-échange ont été établies en Chine : Shanghai (2), Guangdong, Tianjin, Fujian, Liaoning, Zhejiang, Henan, Hubei, Hunan, Chongqing, Sichuan, Shaanxi, Hainan, Shandong, Jiangsu, Guangxi, Hebei, Yunnan, Heilongjiang, Beijing.

Industrie et numérique

Automobile : le mois d'août signe le troisième mois de baisse consécutive des ventes de véhicules passagers

Selon les chiffres de la *China Passenger Car Association* (CPCA), les ventes de véhicules passagers ont baissé de [14,7%](#) en g.a. (-3,3% en glissement mensuel) au mois d'août et de 7% par rapport à août 2019. Les mois de juin et juillet avaient également enregistré une baisse, respectivement [-5,1% et -6,2% en g.a.](#) Selon la CPCA, cette baisse marquée serait due à une aggravation de la pénurie de semi-conducteurs.

En revanche, les ventes de véhicules à énergie nouvelle (VEN) et des véhicules électriques (VE) ont doublé par rapport à août 2020. Le vice-ministre de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), Xin Guobin, s'est montré [optimiste](#) : les ventes pour les huit premiers mois de l'année 2021 pourraient s'élever à 1,7 M de véhicules, soit 600 000 de plus que sur la même période en 2020 (un objectif réaliste, les ventes sur les sept premiers mois s'élevant à 1,4 M d'unités). De même, le segment premium a enregistré une augmentation des ventes (+9% par rapport à août 2019, l'évolution étant négative -19% par rapport à août 2020 qui bénéficiait d'un fort effet de base).

Vaccins anti-Covid-19 : le Conseil des Affaires d'Etat a affirmé que 960 M de personnes sont entièrement vaccinées, soit près de 68% de la population

Le 7 septembre, le Conseil des Affaires d'Etat a affirmé, lors d'une conférence de presse, que la Chine comptait plus de [960 M](#) de personnes entièrement vaccinées, soit un taux de vaccination d'environ 68%. Pour rappel, le dernier objectif en date était un taux de vaccination de 40% pour fin juin. Les autorités [viseraient désormais une vaccination de 1,1 Md](#) de personnes (soit près de 80% de la population) d'ici fin octobre.

En outre, un vaccin à ARN-messager, appelé [ARCoV](#), développé par l'Académie militaire des sciences médicales, en lien avec Suzhou Abogen Biosciences et Yunnan Walvax Biotechnology, a débuté les essais cliniques de phase III (des essais sont également approuvés au Népal). Les entreprises pharmaceutiques estiment que les essais cliniques seront conclus en mars prochain. Il semblerait que la Chine cherche ainsi à développer son ou ses propre(s) vaccin(s) à ARN-messager, celui de BioNTech [n'ayant pas encore fait l'objet d'une autorisation](#) de mise sur le marché malgré l'accord conclu entre BioNTech et Fosun en 2020.

Par ailleurs, le 9 septembre lors du 13^e sommet BRICS, le Président Xi a annoncé [le don de 100 M](#) de doses de vaccins aux pays en voie de développement d'ici la fin 2021. A ce jour, la Chine aurait fait don de 34 M de doses ([114 M](#) pour les Etats-Unis) de manière bilatérale et à travers l'initiative Covax, les vaccins inactivés développés par Sinopharm (BBIBP-CorV) et Sinovac étant approuvés pour utilisation d'urgence par l'OMS.

Pour mémoire, la Chine dispose de 6 vaccins [approuvés](#) sur son marché :

- Sinopharm : le vaccin BBIBP-CorV (inactivé, approuvé pour utilisation d'urgence par l'OMS) et le vaccin de Sinopharm Wuhan (inactivé).
- Sinovac : CoronaVac (inactivé, approuvé pour utilisation d'urgence par l'OMS).
- Anhui Zhifei Longcom Biopharmaceutical : le vaccin ZF2001 (protéine recombinante).
- CanSino : le vaccin Ad5-nCoV (adénovirus).

- Minhai Biotechnology : le vaccin SARS-CoV-2 développé par le laboratoire Shenzhen Kangtai Biological Products (inactivé).

Données : Tencent commencerait à différencier les comptes WeChat ouverts avec des numéros de téléphones chinois et étrangers

L'application de Tencent, WeChat, commencerait à envoyer des notifications à ses utilisateurs, leur demandant de choisir entre un compte de Chine continentale (Weixin) ou un compte étranger (WeChat). Des utilisateurs de Weixin ayant un numéro de téléphone étranger attaché à leur compte auraient reçu des notifications leur demandant d'adopter un compte WeChat international. Selon cette notification, une fois basculé vers un compte WeChat (international), Tencent [déplacerait les données du compte vers des serveurs consacrés aux comptes étrangers](#) dans les dix jours ouvrables suivant le choix de l'utilisateur. Certaines fonctionnalités pourraient ne plus leur être accessibles.

Jeux vidéo : Tencent et NetEase sont convoqués par les régulateurs

Tencent et NetEase, les deux principaux acteurs chinois du secteur des jeux vidéo, [ont été convoqués](#) par l'Administration nationale de la presse et de la publication (NPPA) et le Département de la publicité du PCC pour échanger sur la manière dont ils doivent mettre en œuvre les restrictions sur les jeux vidéo pour les mineurs. Les autorités ont [intimé aux entreprises de retirer](#) des jeux inculquant des « mauvaises valeurs », parmi lesquelles figurent « le culte de l'argent » et les références à l'homosexualité (« 耽美 » dont la définition a été récemment réappropriée pour devenir synonyme d'homosexualité). Les autorités ont sommé les entreprises de technologies de cesser de se concentrer sur les profits liés aux jeux vidéo.

Les régulateurs pourraient en outre [ralentir l'octroi de licences](#) pour les nouveaux jeux vidéo, bien que le communiqué officiel de la réunion, relayé par l'agence Xinhua, ne fasse pas mention de cette question. La NPPA, organe en charge d'octroyer les licences de jeux vidéo, n'a en tout cas pas publié de liste des nouveaux jeux vidéo approuvés en août – alors que cette liste est systématiquement publiée à la fin de chaque mois depuis mai 2019.

Le 9 septembre, Tencent a annoncé repousser la sortie d'un jeu très attendu à après les vacances nationales (du 1^{er} au 5 octobre). A la suite de la demande des autorités de cesser de se concentrer sur les profits dérivés des jeux vidéo, les cours des actions de Tencent et NetEase [ont diminué](#) respectivement de 8,5% et 11% le 9 septembre.

Pour mémoire, cette convocation fait suite à la restriction de durée de jeu aux jeux vidéo pour les mineurs (voir [brèves du SER de Pékin, semaine du 30 août 2021](#)) et s'inscrit dans le contexte plus large de reprise en main du secteur numérique.

Economie numérique : Didi restreint ses activités d'« achats groupés » pour le e-commerce et désigne le président de son nouveau comité de sécurité des données et de l'information

Didi, visé par une enquête de cybersécurité depuis début juillet 2021, apparaît en difficulté. Le 7 septembre, le LatePost [a rapporté](#) que la branche de Didi Chuxing consacré aux achats groupés de denrées alimentaires, Chengxin Youxuan, restreint ses opérations à neuf provinces et trois régions en Chine.

Créée en avril 2020 à Chengdu (Sichuan) dans un contexte de pandémie, Chengxin Youxuan aurait vu ses effectifs croître cette année, avant de procéder au licenciement de 30% de ses effectifs en juillet 2021. Ces éléments peuvent s'expliquer par les difficultés auxquelles fait face Didi Chuxing depuis le lancement d'une enquête de cybersécurité à son encontre d'une part, et au climat réglementant les entreprises de plateformes de denrées alimentaires d'autre part. En mars dernier, 5 plateformes permettant les achats groupés avaient [reçu des amendes](#), dont Chengxin Youxuan, et des plateformes liées à Pinduoduo, Meituan et Alibaba.

Par ailleurs, Didi [a nommé](#) le président du comité de la sécurité des données et de l'information (IDS), créé en juillet à la demande des organes régulateurs. Ce comité sera présidé par le fondateur de Didi, Cheng Wei. Plusieurs sous-unités du comité superviseront la sécurité des données, la sécurité des informations et du cyberspace, la protection des informations personnelles, la sécurité des algorithmes, la sécurité des contenus et la confidentialité des affaires à l'étranger. En tant que premier comité IDS au sein d'une entreprise de l'économie numérique, toute action entreprise par ce comité créera un précédent pour la mise en œuvre de réglementations liées à la cybersécurité, Didi ayant en outre une forte probabilité d'être considéré comme un opérateur d'infrastructures critiques d'information (voir [brèves du SER de Pékin, semaine du 30 août 2021](#)).

Big data : Lancement du centre de recherche de big data pour le développement durable

Annoncé par le Président Xi Jinping lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2020, l'Académie des sciences chinoises (CAS) [a lancé](#) le centre de recherche de *big data* pour le développement durable (CBAS).

Opéré par la CAS, ce centre vise à centraliser les informations issues de satellites, avions, drones et capteurs divers, afin de rassembler les informations sur l'environnement, le développement urbain, la sécurité alimentaire et la décarbonation. Ce centre [entend contribuer](#) aux 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU (Agenda 2030). Dans un [article académique](#) publié en mars 2020, Guo Huadong (et al), en charge du projet, préconise le lancement d'une nouvelle discipline d'ingénierie appelée « Big Earth Data science », qui chercherait à utiliser les données issues de l'observation de la Terre pour comprendre les mécanismes d'évolution du système.

Biotechnologies : des tests ADN prénataux du Beijing Genomics Institute (BGI) font l'objet d'une évaluation par les autorités de cinq pays

Les régulateurs de santé de cinq pays (Slovénie, Allemagne, Estonie, Australie, Canada) conduisent des évaluations sur des tests prénataux développés par BGI et commercialisés sous la marque NIFTY, notamment en raison de la sécurité des données génétiques recueillies par ces tests. Les tests prénataux non-invasifs NIFTY seraient vendus dans plus de 52 pays. Déjà en juin 2019, le président du Comité des Finances du Sénat américain et le sénateur Marc Rubio avaient envoyé une lettre demandant de vérifier que le National Institute for Health n'avait pas transmis de données génétiques d'individus américains à des entités chinoises telles que Wuxi NextCode ou BGI.

BGI est l'un des leaders mondiaux de séquençage (complet ou partiel) de génomes de plantes, d'animaux et d'êtres-humains. Il a été créé en 1999, à Pékin, sous la forme d'un institut de recherche non-gouvernemental indépendant, avant de s'implanter à Shenzhen en avril 2007. Comme révélé par le [New York Times](#), le groupe mène par ailleurs des projets controversés au Xinjiang.

Economie numérique : le fondateur et CEO de JD.com, Richard Liu, quitte la direction opérationnelle de l'entreprise

Le CEO de JD.com, Richard Liu, [annoncé quitter](#) la direction opérationnelle de JD.com. Xu Lei, actuel responsable de JD Retail, prendra ses fonctions quotidiennes, ainsi que le poste de président, nouvellement créé.

M. Liu avait fondé JD.com en 2004, et se tenait à l'écart des médias depuis août 2018, lorsqu'il avait été accusé de viol. Le groupe JD.com, dans le cadre d'une reprise en main du secteur numérique, s'est vu infliger des amendes par les autorités de régulation. En avril dernier, il faisait partie des entreprises s'étant [engagées à respecter les lois anti-monopoles](#), notamment l'interdiction de pratiques d'exclusivité forcée. JD.com s'est en outre engagé à ne pas abuser d'une position dominante ou à conclure des accords de monopole (voir [brèves du SER de Pékin du 12 avril 2021](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : déplacements à haut niveau en amont de la COP26 sur le climat

Dans la perspective de la COP26 sur le climat qui aura lieu à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre, deux visites diplomatiques de haut niveau ont eu lieu récemment en Chine, toutes deux dans l'espoir de mobiliser la Chine pour obtenir un rehaussement de l'ambition climatique.

L'envoyé spécial pour le climat états-unien, M. John Kerry, a été présent du 31 août au 3 septembre, à Tianjin. Le protocole a été similaire à celui de sa précédente visite en avril : M. Kerry a été reçu dans un hôtel en « bulle sanitaire », dans lequel il a pu échanger avec son correspondant chinois, M. Xie Zhenhua, envoyé spécial pour le climat. Il a également tenu des échanges en visioconférence avec plusieurs correspondants de haut niveau, à savoir le ministre des Affaires étrangères, M. WANG Yi, l'un des vice-Premier ministres, M. HAN Zheng, et le directeur de la commission des Affaires étrangères du comité central du PCC, M. YANG Jiechi. A la différence du déplacement d'avril, cette mission n'a pas donné lieu à un communiqué conjoint entre les deux parties.

La deuxième visite a été celle de M. Alok Sharma du 5 au 7 septembre, sur protocole identique. En plus de ses réunions avec XIE Zhenhua, M. Sharma s'est également entretenu avec HAN Zheng et avec le gouverneur de la banque populaire de Chine, M. YI Gang. Les discussions ont notamment porté sur la question du financement de centrales à charbon à l'export par la Chine.

Energie: lancement d'un marché pilote d'électricité renouvelable par la NDRC

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) [annonçaient](#) le 7 septembre le lancement d'un marché pilote pour l'échange d'énergie renouvelable, en coopération avec les deux principaux gestionnaires du réseau chinois, State Grid et Southern Grid. Les premiers échanges ont eu lieu le même jour sur les plateformes des marchés de l'électricité de Pékin et de Canton. Selon les [sources officielles](#), 259 acteurs à travers 17 provinces chinoises ont conclu des transactions à hauteur de 7,94 TWh mardi (6,90 TWh échangés à Pékin et 1,04 TWh à Canton). Si pour l'instant seuls les producteurs d'énergie solaire et éolienne peuvent mettre en vente leur production, le marché devrait également concerner à terme l'énergie hydraulique et les autres énergies renouvelables.

Les gros consommateurs d'électricité souhaitant assurer un approvisionnement en énergie renouvelable à leurs unités peuvent participer de manière volontaire à ce marché qui leur permet de négocier des contrats d'approvisionnement à moyen ou long terme directement avec les producteurs (« *corporate PPA* » en anglais). L'entreprise française Schneider Electric a ainsi sécurisé l'achat de 17 GWh d'électricité issue de fermes photovoltaïques dans le Ningxia, qui assureront 88% de la demande électrique de cinq usines à Shanghai. La NDRC a annoncé que la technologie de *blockchain* serait mise en place sur le marché afin d'assurer la traçabilité des transactions et garantir l'origine de l'électricité, technologie pour laquelle State Grid a déjà déposé des brevets.

Ces accords bilatéraux permettent aux producteurs d'électricité verte de facturer leurs clients aux taux du marché, en moyenne plus élevés que les tarifs gouvernementaux. Ainsi les prix constatés sur le marché le premier jour des échanges étaient de 5 à 10% plus chers que ceux des PPA normalement négociés avec les opérateurs du réseau. Les producteurs d'énergie renouvelables ne pourront pas cependant cumuler cette prime de marché avec les

subventions gouvernementales s'ils en sont bénéficiaires, et devront renoncer à ces dernières afin de ne pas désavantager les nouveaux projets renouvelables qui eux ne peuvent plus recevoir de subventions. Le gouvernement compte également sur ce dispositif pour [réduire la dette](#) considérable du fonds de soutien aux énergies renouvelables qui finance les subventions.

Cependant, la NDRC n'a pas encore fourni de détails sur l'articulation prévue de ce nouveau mécanisme avec celui des certificats verts (lancé en 2017) et celui des certificats de réduction d'émission (CCER, suspendu en 2017 mais que la Chine prévoit de relancer dans le cadre du marché carbone national), auxquels peuvent également participer les producteurs d'énergies renouvelables. En outre, ces dernières années la Chine a lancé une dizaine de marchés pilote régionaux d'électricité sur lesquels participaient déjà certains producteurs d'électricité renouvelable. Ceci pose la question de la coexistence du nouveau marché d'électricité verte avec les différentes plateformes d'échange déjà établies.

Energie : plan de développement des capacités de stockage d'énergie hydraulique, pour un objectif à 120 GW en 2035

L'Administration nationale de l'énergie (NEA) a publié ce jeudi 9 septembre un plan à moyen et long terme pour le développement du stockage d'énergie hydraulique. Le plan a pour objectif d'atteindre une capacité de 65 GW en 2025 et 120 GW en 2035, contre 32 GW actuellement. La comparaison avec le plan de développement de stockage d'énergie hors hydraulique (voir brèves de la [semaine du 26 avril 2021](#)), qui prévoit lui une capacité de 30 GW pour 2025, met en relief la priorité donnée au stockage hydraulique.

Le plan de développement du stockage d'énergie hydraulique prévoit que les projets répondant à des critères d'aménagement et de protection de l'environnement pourront faire l'objet d'une approbation accélérée. Ce développement important du stockage hydraulique s'explique par une volonté de palier l'intermittence des énergies renouvelables (éolien, solaire), sur lesquelles la Chine mise pour décarboner son bouquet énergétique. Pour mémoire, la NDRC a publié en mai un nouveau projet de mécanisme de prix pour le stockage d'énergie hydraulique afin de soutenir la croissance du secteur (voir brèves de la [semaine du 10 mai 2021](#)).

Environnement: le secteur du fer et de l'acier sera confronté à de sévères restrictions de production cet hiver

Le 2 septembre, le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) et le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) ont publié conjointement un [appel à commentaires](#) sur un plan qui vise à limiter la production du fer et de l'acier pendant la saison de chauffage dans la mégalopole de Pékin-Tianjin-Hebei et les régions environnantes qui englobent une partie des provinces du Shanxi, Shandong et Henan. Il s'agit d'un premier document ministériel destiné à restreindre la production de l'industrie sidérurgique durant la période de chauffage. Des restrictions similaires existaient déjà lors des saisons précédentes, mais n'émanaient que du niveau local.

Le plan de restriction se réalisera en deux phases : la première phase qui s'étend du 15 novembre au 31 décembre vise à réduire le niveau de production de l'acier brut dans les zones concernées, tandis que la deuxième phase, du 1er janvier 2022 jusqu'à la fin de la saison de chauffage, se penche sur le contrôle des émissions de polluants atmosphériques. Il est demandé à tous les bureaux locaux du MEE et du MIIT concernés de présenter au

gouvernement central leur plan détaillé de restriction de production avant le 15 octobre et de soumettre un bilan mensuel avant le 15 de tous les mois à partir de décembre. Pour mémoire, plusieurs provinces chinoises ont déjà publié des instructions fin juin dans le but de réduire leur production d'acier pour limiter les émissions (voir [Brèves du SER de Pékin de la semaine du 5 juillet](#)).

Transport aérien : réduction des pertes financières pour les compagnies chinoises au premier semestre 2021 ; mais des résultats toujours négatifs et qui seront probablement confirmés sur l'ensemble de l'année

Au premier semestre 2021, les revenus d'exploitation des [trois principales compagnies aériennes](#) publiques chinoises (Air China, China Eastern et China Southern) s'élèvent à 123,95 Mds CNY (16,2 Mds EUR) en cumulé. En chiffre d'affaire, toutes les compagnies réalisent une meilleure performance que l'an dernier à la même période (+32,2% en cumulé) : + 32,4% pour China Southern (51,6 Mds CNY - 6,7 Mds EUR) ; + 27% pour Air China (37,7 Mds CNY - 4,9 Mds EUR) ; + 38,1% pour China Eastern (34,7 Mds CNY - 4,5 Mds EUR). Cela contribue à améliorer leur situation financière par rapport au S1 2020, l'ensemble des trois compagnies effacent d'un tiers leurs pertes en glissement annuel (réduction de -36,3%). La meilleure performance revient à [China Southern](#) (-42,7% en g.a.), qui accuse toutefois encore une perte de 4,69 Mds CNY (611,6 M EUR). La situation demeure très difficile pour [China Eastern](#), avec 5,21 Mds CNY de pertes au S1 2021 (679,4 M EUR, réduction de -39% en g.a.) ou [Air China](#), qui a informé d'un résultat négatif de 6,79 Mds CNY pendant ces six premiers mois (885,4 M EUR, diminution de -28,6% des pertes constatées l'an dernier par rapport à la même période).

Cette situation reflète l'exposition des « Big Three » aux recettes liées au trafic international de passagers, quasiment réduit à néant en Chine depuis les décisions de réduction drastique des vols internationaux en mars 2020, confirmées tout au long de l'an dernier et prolongées en avril 2021 pour une durée indéfinie (Voir Brèves du SER, [semaine du 26 avril](#)). Le trafic international déjà très restreint se trouve, de plus, fortement perturbé par des mesures radicales de protection épidémique, qui conduisent à des annulations de vols en cascade (Voir Brèves du SER, [semaine du 30 août](#)). Selon des données de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine, le trafic international de passagers vers la Chine n'atteint aujourd'hui qu'à peine 2% de son niveau de 2019, et aucune amélioration ne serait à espérer pour les six prochains mois au moins, selon [certaines indiscretions](#). Sur le plan intérieur, la situation financière des compagnies aériennes chinoises devrait être particulièrement dégradée au T3 2021, suite aux multiples annulations de vol au cours de l'été dernier, avec la diffusion en Chine du variant Delta du COVID-19.

Certaines compagnies privées affichent cependant de meilleures performances que les grandes compagnies aériennes d'Etat, notamment [Spring Airlines](#), avec un chiffre d'affaire de 5,45 Mds CNY (704,8 M EUR), + 34,8% par rapport au S1 2020, et un bénéfice net de 10,4 M CNY (1,4 M EUR) sur la période. Le [groupe HNA](#), en crise de liquidation, affiche de son côté une perte relativement modérée de 968 M CNY (126,2 M EUR), traduisant les mesures prises pour la restructuration (Voir Brève du SER, [semaine du 8 mars](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : Les ventes de logements existants plongent de 24 % en août, les mesures récentes réduisant les capacités de financement des acheteurs

Environ 18 000 appartements ont été vendus en août, soit une baisse de 24 % par rapport au mois de juillet et une chute de 40 % en g.a, a déclaré la semaine dernière l'agence immobilière Shanghai Homelink dans son rapport mensuel. Le montant total des ventes s'établit à 57,4 mds CNY (-30% par rapport au mois de juillet et -44% par rapport au mois d'août 2020).

Selon Yang Yulei, analyste chez Homelink, la diminution du volume des transactions démontre l'efficacité des mesures prises par les autorités locales pour refroidir un marché en surchauffe : au cours des huit premiers mois de 2021, le nombre et la valeur totale des ventes de logements ont augmenté de 31 % et 36% par rapport à la même période de l'année dernière. En réponse, le Bureau de l'administration du logement de Shanghai a ordonné début juillet 2021 que le « tarif de référence » de chaque logement existant (d'occasion) soit vérifié sur la base de données de cette autorité. Les transactions échouant à cette étape de vérification ne sont pas autorisées. La principale conséquence porte sur le comportement des acheteurs qui se voient refuser le financement du bien au-delà du prix de référence et doivent se tourner vers des logements moins chers ou abandonner leur projet d'achat.

Source : [Shine](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Exportations de volailles françaises : fin des restrictions qui s'appliquaient aux produits en provenance de certains départements français touchés par la grippe aviaire

Depuis le 19 août, les importations de volailles et d'œufs en provenance de tous les départements de France sont à nouveau autorisées par les autorités sanitaires de Hong Kong et toutes les restrictions ont été levées.

Echanges bilatéraux France - Hong Kong : les exportations françaises vers Hong Kong ont progressé de 35,8% (g.a) au cours du 1^{er} semestre, atteignant 2,5 Mds EUR

Au cours du premier semestre 2021, les exportations françaises vers Hong Kong ont atteint 2,5 Mds EUR, en hausse de 35,8 % en glissement annuel selon les données des douanes françaises. Elles demeurent toutefois inférieures de 15% à leur niveau du S1-2019 (2,9 Mds EUR). Les exportations du secteur aéronautique ont atteint 519,7 M EUR, en hausse de 1147,1% (après une contraction de 94% au S1-2020). Hors aéronautique, les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 10,5% en g.a. : -2,8% pour la maroquinerie à 440,5 M EUR (second poste d'exportations vers Hong Kong après l'aéronautique), +38,1% pour les vins (troisième poste) à 247,8 M EUR, +33,75% pour les parfums et produits de toilette à 236 M EUR (4^{ème} poste). L'excédent de la balance commerciale française avec Hong Kong progresse (+38,8% en g.a.), atteignant 270 M EUR.

Place financière : le vice-gouverneur de la PBOC annonce l'ouverture du Wealth Management Connect et du Bond Connect : Southbound dans les prochains jours

Le vice-gouverneur de la Banque Populaire de Chine (PBOC) a annoncé ce jeudi 9 septembre en conférence de presse que l'ouverture du *Wealth Management Connect* et de la version *Southbound* du *Bond Connect* interviendra au cours des prochains jours. La HKMA annoncera par ailleurs les détails concernant l'implémentation du *Wealth Management Connect* en conférence de presse ce vendredi 10 septembre à 16h. L'ouverture de ces deux nouveaux canaux d'échanges transfrontaliers fera suite à celle du *Stock Connect* entre Hong Kong et Shanghai en 2014 (puis entre Hong Kong et Shenzhen en 2016) et à celle du *Bond Connect* dans sa version *Northbound* en 2017.

Le *Bond Connect Southbound* permettra aux investisseurs continentaux d'accéder à certaines obligations cotées à Hong Kong à travers la joint-venture opéré par HKEX et le China Foreign Exchange Trade System. Il constitue une nouvelle étape dans l'ouverture du compte de capital chinois. Quant au *Wealth Management Connect*, il ouvrira aux investisseurs de la province du Guangdong l'accès aux marchés hongkongais et macanais des produits de gestions de fortune (et réciproquement pour les investisseurs des deux régions administratives spéciales chinoises qui pourront accéder aux produits distribués dans le Guangdong). L'offre accessible aux investisseurs du Guangdong sera limitée aux produits classés comme à risque moyen ou faible en Chine continentale (fonds monétaires, fonds obligataires, fonds actions e ETFs) et un quota maximal de 150 Mds RMB (23 Mds USD) dans chaque direction sera appliqué dans un premier temps.

Finance verte : le gouvernement hongkongais envisage d'établir un marché d'échange unifié de droits d'émission de carbone pour la GBA

S'exprimant à l'occasion du comité mensuel des affaires financières du LegCo le 6 septembre, Joseph Chan Holiim sous-secrétaire aux services financiers et Grace Hui, responsable de la finance verte et durable de HKEX ont annoncé un projet de marché unifié d'échange de droits d'émission de carbone pour la GBA, qui serait établi à Hong Kong. Un groupe de travail formé par le gouvernement hongkongais, les régulateurs, HKEX ainsi que les autorités chinoises rendra un rapport en décembre sur la manière de mettre en place un tel programme.

Finance verte : l'entité hongkongaise de la banque de développement de Chine (CDBHK) réalise sa première émission d'obligations vertes à Hong Kong pour un encours total de 500 M USD

La banque de développement de Chine (Hong Kong) a réalisé à Hong Kong le 2 septembre sa première émission obligataire verte à hauteur de 500 M USD. Cette opération a reçu un bon accueil du marché (sursouscrite 8,6 fois). 71% de la taille d'émission a été allouée à des investisseurs de la région Asie-Pacifique et les 29% restants à ceux de la zone Europe, Moyen-Orient-Afrique. Par typologie d'acteurs servis, on compte 63% de banques, 28% de banques centrales et fonds souverains et 9% de banques privées et gestionnaires d'actifs. CACIB ainsi que la BNP Paribas ont participé à cette opération en tant que *joint bookrunners* et *lead managers*, aux côtés d'autres banques asiatiques.

Mesures de contrôle épidémique : réouverture du programme « Return2HK », permettant le retour des résidents hongkongais de Chine continentale sans quarantaine à l'arrivée à Hong Kong

La chef de l'exécutif Carrie Lam a annoncé le mardi 7 septembre la reprise du programme « *Return2HK* » à partir du 16 septembre. Appliqué en novembre 2020 aux résidents hongkongais revenant de la province du Guangdong et de Macao puis étendu à l'ensemble de la Chine continentale en avril 2021, celui-ci exemptait les résidents hongkongais de quarantaine à leur retour dans la RAS (sous-condition de test Covid-19 négatif de moins de 72h et dans la limite d'un quota de 6 000 personnes par jour). Il avait été suspendu pour les voyageurs en provenance de Macao et de l'ensemble des provinces chinoises à l'exception du Guangdong au cours du mois d'août, du fait de la reprise épidémique.

Carrie Lam a également annoncé l'ouverture du programme « *Come2HK* » qui permettra à partir du 15 septembre aux chinois continentaux ainsi qu'aux expatriés résidant en Chine de se rendre eux aussi à Hong Kong sans quarantaine à l'arrivée (une quarantaine de 14 jours à leur retour en Chine continentale leur sera en revanche toujours imposée). Ce programme sera initialement limité à un maximum de 1 000 personnes par jour.

Macao

Economie : les ventes de détail ont augmenté de +200% en glissement annuel à 2,58 Mds USD au T2-2021

Au deuxième trimestre 2021, les ventes de détail ont augmenté de 200% en glissement annuel à 2,58 Mds USD et de 10,3% par rapport au premier trimestre 2021 : cette hausse est portée par les ventes de montres, horloges et bijoux (+957,9%), maroquinerie (+504 %) et équipements de communication (+460,4%). Cependant, les ventes des supermarchés se sont contractées de -11,3 %.

Pour l'ensemble du premier semestre 2021, les ventes de détail ont atteint 4,95 Mds USD (+118,4% en g.a.).

Zone de coopération à Hengqin : publication du plan de développement de la "zone de coopération intensive " entre Macao et le Guangdong

Le gouvernement chinois a publié le 6 septembre le « *plan directeur de développement de la zone de coopération intensive Guangdong-Macao de Hengqin* » à la frontière entre la RAS de Macao et le reste du territoire chinois. La zone de coopération est située à Hengqin, la plus grande île de la ville de Zhuhai en Chine, dont la superficie de 106 km² représente 3 fois celle de Macao. Cette zone de coopération sera co-pilotée par le Chef de l'exécutif macanais et le gouverneur de la province du Guangdong.

Les entreprises et les personnes éligibles au sein de la zone bénéficieront d'allègements fiscaux avec notamment un taux d'imposition réduit à 15%. Le plan de développement de la zone couvre principalement 4 secteurs : recherche scientifique et technologique, industrie manufacturière haut de gamme ; médecine traditionnelle chinoise et promotion de la « marque Macao » ; tourisme culturel, congrès et expositions ; services financiers entre la Chine et les pays lusophones. La zone de coopération offrira par ailleurs des allègements fiscaux aux investisseurs étrangers, simplifiera les procédures douanières pour les marchandises. Le plan annonce la mise en place d'un nouveau système de gestion financière transfrontalier des flux de capitaux. Les véhicules de Macao seront autorisés à circuler librement dans la zone et le métro léger de Macao aura une extension avec une nouvelle station à Hengqin.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

TIC : Chunghwa Telecom rejoint le projet de câble sous-marin Apricot de Google et Facebook

Avec un investissement de [1,2 Md TWD](#) (36 M EUR) l'opérateur [Chunghwa Telecom](#) (CHT) a rejoint en août [le consortium APRICOT](#), constitué par Google et Facebook, pour poser un câble sous-marin reliant plusieurs pays d'Asie. Long de 12 000 km, il sera opérationnel à l'horizon 2024 et reliera Taïwan, le Japon, Singapour, l'Indonésie, les Philippines et Guam. Sa capacité qui devrait dépasser 190 téraoctets par seconde, permettra de répondre à la demande croissante de services 5G, IOT, IA, VR, cloud et de visioconférence. Afin de sécuriser son réseau internet, Chunghwa Telecom a déjà renforcé sa coopération avec plusieurs pays de la région, via les câbles APG (2016), New Cross Pacific (2018) et SJC2 (en cours de construction jusqu'en 2022). Le câble sous-marin Apricot qui passera à l'Est des Philippines jusqu'à Singapour, sera connecté au réseau [ECHO](#), projet annoncé en début d'année également par Facebook et Google, reliant les Etats-Unis à l'Asie du Sud-Est. Le chairman de CHT, Hsieh Chi-mao, a précisé que les futurs projets de CHT dans ce secteur privilégieront les routes situées à l'Est de Taïwan afin de prendre en compte l'impact des tensions sino-américaines.

IDE : Taïwan au 4ème rang des meilleures destinations pour les investissements internationaux

Selon le dernier rapport de *Business Environment Risk Intelligence* (BERI), [Taïwan reste la 4ème meilleure destination pour les investissements internationaux](#), après la Suisse, la Norvège et la Corée du Sud, et occupe la 2ème place en Asie devant Singapour, la Chine, le Japon et l'Indonésie. Ce classement, actualisé 3 fois par an (avril, août et décembre), évalue notamment les risques opérationnel et politique pour lesquels Taïwan se classe respectivement au 3ème et 25ème rang. Selon les [statistiques du MOEA, au cours des sept premiers mois de l'année](#), le montant des investissements étrangers à Taïwan s'est élevé à 3,2 Mds USD, soit une baisse de 27,66% en glissement annuel. Les investissements chinois vers l'île diminuent également pour atteindre 27 M USD (-52%). Les investissements taïwanais sortants (hors Chine) augmentent de 33%, atteignant 7,6 Mds USD, alors que ceux vers la Chine chutent de 40% à 2,1 Mds USD.

Réserves de change : la CBC annonce une nouvelle augmentation de leur montant au mois d'août

La [banque centrale de Taïwan \(CBC\) a récemment annoncé que les réserves de change avaient atteint 543,5 Md USD fin août 2021](#), soit une augmentation 502 M USD par rapport au mois précédent. La CBC attribue cette progression à la bonne gestion des réserves en devises ainsi qu'à [l'évolution de la plupart des monnaies étrangères par rapport au USD](#), tels que la livre sterling (-1,19%), l'euro (-0,5%), le yen japonais (-0,32%) et le yuan chinois (-0,08%). Le TWD continue à se renforcer contre la monnaie américaine, passant à 27,878 pour 1 USD en août 2021 (30,205 en mars 2020). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs étrangers atteignaient fin août 719,7 Md USD, soit 132% du montant des réserves de change. Selon la CBC, Taïwan se place au cinquième rang mondial en termes de réserves de change, derrière la Chine, le Japon, la Suisse et l'Inde.

Budget 2022 : le gouvernement accorde la priorité aux politiques sociales

Le [Yuan exécutif vient d'annoncer ses prévisions budgétaires pour 2022](#). Si elles doivent encore être validées par le parlement elles traduisent une hausse de 5,9% du budget qui s'élèverait à 2 262,1 Mds TWD (68 Mds EUR). Avec un montant de recettes estimé à 2 239,1 (+9% par rapport à 2021), le déficit courant pourrait s'établir à 23 Mds TWD (près de 700 M EUR). En y ajoutant le service de la dette (96 Mds TWD), il atteint 119 Mds TWD (3,5 Mds EUR). Les programmes d'aides sociales représentent 26,6% de l'enveloppe, soit un peu plus de 600 Mds TWD (18 Mds EUR), suivis par les dépenses dédiées à l'éducation, la culture et aux sciences (20,1%), la défense (15,7%) et enfin le budget affecté au développement économique (11,5%). La dette publique nationale, quant à elle, devrait diminuer de 0,9% en 2022 pour atteindre 6 419,7 Mds TWD, soit 32% de la moyenne du PIB au cours des trois dernières années. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2020 la Présidente Tsai Ing-wen avait été critiquée pour ne pas avoir tenu ses engagements dans le domaine social au cours de sa première mandature. Ce projet de budget rappelle que les politiques sociales restent une priorité du gouvernement.

Semi-conducteurs : la pénurie de composants électroniques entraîne une forte hausse des prix

Selon l'Industrial Economics and Knowledge Center (IEK), la valeur de la production de l'industrie des semi-conducteurs à Taïwan devrait dépasser [4000 Mds TWD](#) (120 Mds EUR) en 2021, soit une augmentation de 24,7% par rapport à 2020. Avec la pénurie mondiale de composants électroniques qui affecte également de nombreuses sociétés taiwanaises de l'électronique, les fondeurs taiwanais comme TSMC, UMC, Vanguard ou encore Powerchip ont déjà ajusté leur prix à la hausse. La valeur de la production de semi-conducteurs sur le deuxième trimestre de l'année - traditionnellement basse à cette période - atteint ainsi 986,3 Mds TWD (+9% par rapport au T1 2021), avec notamment une hausse de 17,9% sur le segment « IC Design » (soit plus de 300 Mds TWD). Selon la presse locale, afin de conserver sa marge opérationnelle à 50%, TSMC aurait déjà informé ses clients [d'une hausse de 10 à 20% de ses prix](#), rattrapant ainsi un mouvement [déjà engagé au sein l'écosystème local](#). TSMC a en effet également demandé des baisses de prix à la plupart de ses fournisseurs. La hausse des prix est particulièrement sensible car elle risque de relancer le débat sur l'autonomie des chaînes d'approvisionnement. Si certains y voient [un moyen d'endiguer le phénomène des commandes redondantes](#), d'autres craignent que TSMC ne reporte le coût de ses prochains investissements sur ses clients. TSMC envisage d'investir 100 Mds USD au cours des trois prochaines années. Outre les derniers projets annoncés aux Etats-Unis et au Japon et celui en cours d'évaluation en Allemagne, la presse taiwanaise relaie un projet d'investissements à [Kaohsiung](#) (6 usines de 7 nm) qui serait localisé sur un ancien site pétrochimiques de CPC. Il apporterait une nouvelle illustration de la transformation engagée depuis une vingtaine d'années de l'appareil productif taiwanais des industries lourdes ou produisant des produits bas de gamme, vers des industries à forte valeur ajoutée dans les secteurs des hautes technologies.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, François Lemal, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Odile Huang, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Thomas Carré, Orhan Chiali, Alain Berder

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr